

# Table des matières

PRÉFACE, <i>Roland Gori</i> .....	7
-----------------------------------	---

INTRODUCTION.....	15
-------------------	----

## LE POINT DE VUE DES PROFESSIONNELS

### 1. HEURS ET MALHEURS DE LA JURIDICTION

DES MINEURS.....	23
Le privilège de juridiction.....	25
Le principe fonctionnel de spécialisation.....	25
L'office du juge.....	27
La fonction d'énonciation.....	28
De l'application du droit à la clinique judiciaire.....	29
Élaboration de la décision.....	31
Mise en route d'une dialectique du judiciaire et de l'éducatif.....	32
Mise en cause de la nécessité d'une approche spécifique des mineurs.....	35

Les atteintes à la spécialisation du juge des enfants.....	36
Les atteintes à la faculté d'individualisation.....	38
Les atteintes à la personnalisation des relations entre juge et justiciables.....	39
Les atteintes à l'exercice de la fonction d'énonciation.....	40
Éloignement du judiciaire et de l'éducatif.....	41
Déperdition qualitative globale de l'intervention.....	43
Conclusion.....	44
2. SPÉCIFICITÉ DE L'ACTION ÉDUCATIVE	
D'ORIGINE JUDICIAIRE.....	49
Des situations d'anomie.....	52
Qu'en est-il alors de la spécificité de l'AEMO ?.....	55
Deux méthodologies différentes.....	58
La problématique de l'aiguillage.....	59
Des dérives dangereuses.....	62
3. LA RECHERCHE DE L'ADHÉSION.....	65
Le champ d'application de la quête d'adhésion.....	68
Les fondements institutionnels.....	71
De la juridiction sociale à la juridiction sur le sujet.....	75
Les conditions d'obtention de l'adhésion.....	77
La position du juge en qualité d'interprète de la loi.....	80
Les obstacles au recueil de l'adhésion.....	82
Une évolution inquiétante.....	86
Quelles décisions prendre pour rendre son efficience à la recherche de l'adhésion ?.....	89
4. DE L'INTERPRÉTATION DES TEXTES	
À L'ÉNONCIATION DE LA LOI.....	93
Un peu d'histoire.....	96

L'interprétation.....	98
L'énonciation.....	100
Les ressorts cachés de la clinique judiciaire.....	104
L'intuition du sens commun.....	106
5. LA DIFFÉRENCE CULTURELLE DEVANT LE JUGE DES ENFANTS.....	113
La famille dans la société : du rouage social à la communauté affective.....	115
L'origine culturelle : une référence parmi d'autres, dont l'impact ne doit être ni négligé ni sous-estimé.....	118
Approche universaliste contre approche culturaliste.....	120
La médiation ethnopsychiatrique.....	122
L'intermédiation culturelle.....	126
Restaurer la fonction émancipatrice du travail éducatif.....	130
6. POUR UNE DIALECTIQUE DU JUDICIAIRE ET DE L'ÉDUCATIF.....	133
La continuité éducative : une condition nécessaire au succès ?.....	135
Le juge et l'éducateur : deux interventions qui s'influencent.....	137
Une responsabilité partagée.....	139
Des références théoriques distinctes.....	140
Des missions complémentaires.....	141
Savoir et pouvoir.....	142
Le milieu ouvert, domaine privilégié de la dialectique.....	144

Une dialectique perturbée avec les dispositifs d'hébergement.....	145
L'indifférence se paie.....	146
L'éparpillement des interlocuteurs.....	147
Une logique gestionnaire sans préoccupation qualitative.....	149
Reconstruire le dialogue.....	153
Orienter le partenariat.....	154
Développer les formations communes.....	155
<b>7. LA PROBLÉMATIQUE DU RAPPORT.....</b>	<b>157</b>
Écrire un rapport, c'est rendre compte, décrire, analyser, traduire... mais aussi suggérer.....	159
La marche moderne vers la transparence à l'égard des personnes concernées.....	161
Un excès de transparence : l'utilisation hors contexte des rapports éducatifs.....	165
Un outil à double tranchant.....	166
Des rapports de plus en plus édulcorés et standardisés.....	168
L'ethnométhodologie au service d'écrits plus riches et plus utiles.....	168
Contextualiser le récit.....	169
Tenir compte de l'incomplétude des mots.....	170
Tenir compte de la subjectivité et des intentions du rédacteur.....	171
Implication, prise de distance, interprétation : une forme de musculation psychique.....	175
Un défi à la modernité mais une possibilité de progrès.....	176

8. LA CROISÉE DES CHEMINS.....	179
Une évolution délibérément régressive.....	183
Un bilan profondément négatif.....	186
Quelques pistes pour une réorientation nécessaire.....	190
Conclusion.....	196

## DÉFINIR LES OBJECTIFS

9. RÉAMÉNAGER LE TEMPS JUDICIAIRE.....	199
La déstructuration du traitement pénal.....	203
La rigidité de l'aiguillage entre protection administrative et protection judiciaire.....	208
La mise en cause de la continuité personnelle de l'intervention.....	211
Quelles conclusions tirer de cette controverse ?.....	215
10. COMPLÉTER LA FORMATION.....	219
La recherche d'un effet d'ordre.....	222
Un contexte défavorable à la réalisation de cet objectif.....	225
Améliorer le partenariat.....	227
Un complément de formation dans le champ psychosocial.....	228
Est-il besoin de conclure ?.....	233
11. FOCALISER LA RÉPARATION SUR LA SORTIE DE DÉLINQUANCE.....	235
Une conjoncture nouvelle.....	240
Les mesures ordonnées par le parquet.....	242
La réparation en cours d'instruction.....	245

La réparation décidée par jugement.....	248
Conclusion.....	252
12. RÉINTERROGER LE CONCEPT DE PRÉVENTION.....	255
Une ambiguïté terminologique.....	258
Une approche prédictive.....	261
Un pari dangereux.....	264
13. HIÉRARCHISER LES MODES D'ÉVALUATION.....	267
L'évaluation par les professionnels.....	270
Évaluation professionnelle et évaluation gestionnaire.....	276
Un arbitrage qui reste à organiser.....	286
EN GUISE DE CONCLUSION.....	293
ANNEXES.....	301
Bibliographie sommaire.....	303
Chronologie des variations du champ de la protection de l'enfance.....	304
Chronologie de la dénaturation de l'ordonnance de 1945.....	306
La justice des mineurs dans l'organisation judiciaire.....	310
INDEX DES NOMS PROPRES.....	313